

DÉLIBÉRATION

Conseil d'administration

Séance du 28 septembre 2021

Délibération
n°177-2021
Point 4.2

Point 4.2 de l'ordre du jour
Budget du niveau 1 aux niveaux 2 - 2022

EXPOSE DES MOTIFS :

La dotation du niveau 1 aux niveaux 2 est la deuxième étape de la procédure budgétaire. Cette phase a pour objet de répartir les moyens affectés à l'université entre le budget central, dédié aux fonctions transverses, et les entités de niveaux 2. Elle traduit concrètement les dispositions arrêtées par le Congrès du 22 juin 2021 à l'occasion du débat d'orientation budgétaire.

Concrètement, cette étape intermédiaire consiste à évaluer l'ensemble des ressources dont bénéficie l'établissement et d'en proposer la répartition entre les différentes missions de l'université.

Les facteurs de risque constatés dans la LOB dont principalement le GVT, la charge de l'amortissement net des investissements réalisés sur fonds propres, l'augmentation récurrente des dépenses de fonctionnement, induisent une construction en déséquilibre de l'allocation des moyens pour 2022 de 1 million d'euros.

En matière de ressources, ce projet de budget N1N2 prend en compte une dotation Etat équivalente à 2021 ajustée des moyens LPR dédiés aux laboratoires et de la trajectoire financière. Les ressources propres restent relativement stables avec une augmentation notable du préciput ANR par rapport à la prévision de 2021.

En matière de dépenses, la gouvernance a opté pour une politique d'économies visant à favoriser la bonne dépense des deniers publics ainsi que des nouvelles pratiques et des réformes de structures.

Les efforts sont répartis sur l'enveloppe globale attribuée aux composantes de formation (- 10 % sur l'enveloppe de fonctionnement), et celles des services centraux et communs. Concernant la masse salariale projetée en 2022, l'équipe de présidence fait le choix d'une campagne modérée permettant ainsi une économie de 500 k€ sur la projection faite.

Par ailleurs, la capacité d'autofinancement dégagée à ce stade du processus budgétaire permet d'envisager, cette année encore, dès le budget initial, des investissements sur les cœurs de métiers, formation et recherche, à hauteur de 500 k€ chacun.

A cette deuxième étape de la construction du budget, les recettes sont inscrites pour un montant de 410,3 M€ et les dépenses de fonctionnement pour 411,3 M€. Ainsi, l'allocation des moyens présente un déséquilibre de 1 M€.

Le montant de l'amortissement net inscrit pour 8 M€, permettra le financement des dépenses d'investissement inscrites pour un montant de 7 M€.

Depenses de fonctionnement (hors amort)	42 092 323
Depenses de personnel	324 748 782
Amortissements et provisions	44 500 000
TOTAL DEP FCT	411 341 105
Recettes FCT	373 775 303
Financements amortissements et reprises provisions	36 500 000
TOTAL REC FCT	410 275 303
RESULTAT	-1 065 802
Eléments de CAF	8 000 000
Dep INV	6 934 198
Variation du fonds de roulement	0

Délibération :

Le Conseil d'administration de l'Université de Strasbourg approuve l'ensemble des éléments ci-dessus décrits.

Résultat du vote :

Nombre de membres en exercice	37
Nombre de votants	34
Nombre de voix pour	26
Nombre de voix contre	6
Nombre d'abstentions	1
Ne participe pas au vote	1

Destinataires :

- Madame la Rectrice déléguée pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation
- Direction générale des services
- Direction des finances
- Agence comptable

La présente délibération du Conseil d'administration et ses éventuelles annexes sont publiées sur le site internet de l'Université de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le 1^{er} octobre 2021

La Directrice générale des services

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized loop followed by a horizontal stroke and a vertical stroke.

Valérie GIBERT

Note Budget N1-N2 / 2022

Le **projet de budget du niveau 1 aux niveaux 2 (N1-N2) 2022** est un document qui permet de répartir, au sein de l'université, les dotations Etat de masse salariale, de fonctionnement, les ressources centrales de l'établissement et les contributions aux frais environnés à l'ensemble des unités de recherche, des composantes de formation, et des services communs et centraux. Il s'agit de la première étape de préparation du budget initial, lequel sera soumis au vote des membres du Conseil d'administration en décembre, une fois agrégés les budgets initiaux des entités de niveau 2. L'Université de Strasbourg a décidé depuis la fusion de faire voter cet acte préparatoire, qui permet aux élu.es du Conseil d'administration d'apprécier dans quelle mesure les ressources de niveau central permettent de couvrir les dépenses nécessaires à la mise en œuvre des orientations stratégiques de l'établissement. C'est sur ce socle que les entités de niveau 2 construiront leur budget initial, en consolidant l'ensemble de leurs ressources propres.

La méthode de construction

Pour ce faire, la Lettre d'orientation budgétaire (LOB) a été mise en application pour mettre le budget au service des **5 objectifs stratégiques** de l'université en dépenses : une formation créative, une recherche créative, une université internationale, une université de la confiance et une université de service public. La construction du N1-N2 de 2022 a été réalisée à partir de dotations étales à partir de la base 2020. C'est sur cette base qu'ont été réfléchis les arbitrages proposés ci-dessous.

Il est rappelé que le **résultat réalisé de l'établissement est constamment décroissant** depuis 2016. L'année 2020, marquée par la crise sanitaire, a permis de dégager un résultat exceptionnel de 14,2 millions d'euros, venant abonder de 15,7 millions d'euros le fonds de roulement de l'université. Ceci a permis de mobiliser 6,1 millions d'euros au support du **programme pluriannuel d'investissement (PPI)** afin de soutenir le renouvellement des équipements et l'amélioration du patrimoine immobilier. Néanmoins, il est rappelé que 11,3 millions d'euros correspondent dans ce fonds de roulement au montant de **l'emprunt** de l'université. Cela montre que si le fonds de roulement augmente, sa partie gagée pour des opérations spécifiques augmente également. Pour le reste, les **non dépenses n'ont pas donné de nouvelles marges de manœuvre** puisque les enveloppes allouées n'ont pas fait l'objet de retrait de dotation en cours d'année.

Une accentuation des facteurs de risque

Comme cela a été souligné dès 2020, le projet de budget N1-N2 montre une accentuation des facteurs de risques soulignés dans la LOB. Le **glissement vieillesse technicité (GVT) génère ainsi un montant supplémentaire de masse salariale de 2 millions par an**, en moyenne, qui se **cumule** à celui de l'année précédente, puisque les dotations étatiques ne le compensent plus, même en partie, depuis 2019. En outre, les **amortissements des travaux du PPI** (autofinancés) alourdissent ce mouvement, ces dépenses n'étant pas compensées par des subventions publiques dédiées. Enfin, **certaines dépenses de fonctionnement augmentent, comme les frais d'infrastructure des bâtiments** (fluides, contrats de maintenance, etc.) en lien avec l'exploitation de nouveaux équipements plus techniques donc plus coûteux (data centre, EASE, CRBS, etc.). La reconduction des dotations centrales aux composantes de

formation, aux unités de recherche et aux services communs et centraux impacte fortement ce constat, alors même que l'exécution du budget 2021 connaît une fois de plus un **taux important de non dépenses**. Aux mesures prises dans ce budget rectificatif pour garantir la sincérité des prévisions budgétaires doivent donc s'ajouter d'autres mesures d'économies.

Les arbitrages proposés pour 2022

L'équipe de présidence souhaite pour ce N1-N2 **prendre toute la mesure de ce constat que les dotations centrales et les ressources établissement ne permettent plus de faire face aux dépenses de masse salariale et au financement de la stratégie globale**. Elle propose des mesures visant à casser la courbe de l'augmentation structurelle des dépenses, plutôt que de reconduire des mesures conjoncturelles ou les économies d'opportunité. Elle assume ainsi un **ajustement négatif pour le N1-N2 de 1 million d'euros**, qui résulte du montant de GVT qui reste à financer après l'ensemble des mesures d'économies ci-après, visant à préparer des réformes de structure dès 2022.

Le projet de budget N1-N2 **prend en compte les nouveaux moyens de la loi de programmation de la recherche (LPR)**, notifiés en août 2021. L'ensemble des potentialités de dépenses a été incorporé. C'est pourquoi le budget des **unités de recherche** est abondé de 12 %, ce qui permet d'augmenter le financement pérenne de la recherche de 645 807 euros. Le projet de budget N1-N2 comprend aussi une prévision d'augmentation du **preciput** (200 000 euros), l'augmentation de la hausse de retour des produits issus des autorisations d'occupation temporaire (80 000 euros). Enfin, les recettes ont été augmentées de la subvention pour charges de service public complémentaire au titre de **l'accompagnement décidé par l'Etat pour la trajectoire financière** de l'établissement, à hauteur de 1 450 000 euros notifiés en août 2021.

Cette dernière notification a permis de **lever à ce stade l'essentiel des inquiétudes** sur le **financement des études de santé** pour 2021, dont les montants seront soclés, même si, à ce stade, l'université ne dispose pas des modalités de ce soclage. Il importe de rappeler que l'établissement reste vigilant pour pérenniser ces nouveaux moyens destinés à financer la réforme des études de santé. **L'inquiétude demeure sur sa soutenabilité à plus long terme** puisque des financements sont assurés sans que le plafond d'emplois n'ait été relevé.

L'équipe de présidence a ensuite opté pour **une politique d'économies visant à favoriser la bonne dépense des deniers publics**. L'ensemble des prévisions de dépenses a donc été évalué au plus juste pour assurer la réalisation de la stratégie d'établissement. Des économies ciblées n'ont pas été privilégiées, pour répartir les efforts sur toutes les composantes de formation et les services centraux et communs de l'établissement et assurer une panoplie de mesures favorisant de nouvelles pratiques et des réformes de structures dont certaines commencent en 2022 et devront être poursuivies.

Dans cette optique, il est demandé un **effort sur la dotation de fonctionnement des composantes pour la diminuer de 10 %**. Il est proposé de **laisser la dotation d'investissement à l'identique**. Ces dotations seront réparties entre les composantes selon la critérisation habituelle et ne seront **pas distribuées en une seule fois** mais à hauteur de 90 % en fonctionnement de manière à renforcer la prévision sincère des besoins, dans un contexte encore marqué par la crise sanitaire. Les soldes des dotations de fonctionnement seront

conservés en central afin de constituer une **réserve de précaution** permettant de répondre aux aléas rencontrés ou aux projets qui auraient besoin d'être soutenus. Les dotations centrales seront également réduites en 2022 à hauteur de 10 %, permettant une diminution totale de 1,8 million des dépenses.

Le **financement du GVT** est un problème qui devient récurrent et qui s'alourdit pour un montant estimé à 2 millions d'euros pour 2022. Le GVT est impacté par le niveau de la campagne d'emplois, par la pérennisation d'actions mises en œuvre sur des fonds spécifiques et enfin par la pyramide des âges des personnels de l'établissement. L'équipe de présidence estime **qu'il appartient à l'établissement de prendre ses responsabilités en maîtrisant la masse salariale**, pour éviter une dérive du GVT qui conduirait l'établissement à un déficit dans son budget initial. Dans cet esprit, le projet de budget N1-N2 2022 est calculé sur la base d'une **campagne d'emplois modérée**. L'objectif est de maintenir le potentiel d'enseignement et de recherche en utilisant une **panoplie d'outils** comprenant, la campagne d'emplois et des mesures comme le repyramidage au soutien de la politique sociale de l'établissement. Cela permet de diminuer la masse salariale de 500 000 euros en 2022, avec un effet vertueux pour le projet de budget 2023, sur la période de douze mois du budget. Cet engagement prudent assurera ainsi une meilleure maîtrise de la hausse du GVT et **redonnera des marges de manœuvre que l'établissement devra renforcer par des mesures de cadrage de l'offre de formation** lors du prochain contrat quinquennal, par des **mutualisations de services** quand elles sont pertinentes et génèrent une optimisation des ressources, et par **l'exploration de toutes les voies de financement permises par la réglementation**.

Budget 2022

PREVISIONS DE RESSOURCES DE NIVEAU 1

<i>DOTATION GLOBALE ETAT</i>	Execution 2019	Execution 2020	Budget 2021	Budget 2022
<i>Dotation masse salariale</i>	309 422 630	313 353 110	313 159 550	315 814 896
Masse salariale	308 283 860	310 048 279	311 586 050	314 418 896
Masse salariale (dont contrats doctoraux) - socle n-1				
EAP création d'emplois de l'année précédente				
Revalorisation point d'indice	303 715 731	307 590 180		
Compensation décharge MCF stagiaires				
Compensation APB				
Compensation indemnité CSG				
Compensation GVT allouée en 2018	1 669 498		309 526 876	
Loi ORE	1 807 955	690 466		
Compensation PPCR	1 090 676	1 059 428		
Réforme des études de santé - envel. effectifs étudiants		566 667		
Révision IFSE		37 127		
Mise en œuvre congé pour projet pédagogique		38 333		
Monétisation des congés, plan vélo		66 078		
Compensation PPCR			152 000	
Loi ORE			284 006	
Réforme des études de santé - envel. effectifs étudiants			1 700 000	
Trajectoire financière				1 450 000
Ajustements divers			-76 832	
Actions spécifiques	1 138 770	3 304 831	1 573 500	1 396 000
Réforme Santé / Transfo pédago		300 000	105 000	
Compensation décharges service d'enseignement IUF	114 144	111 520	115 000	115 000
Compensation PEDR IUF	96 375	90 125	90 000	90 000
Divers ajustements		56 521		
Primes Covid		157 940		
Tutorat étudiant suite Covid		435 675		
Financement de la prolongation des CD/ATER/et post doc		646 782		
DSG Volet 2		150 000		192 000
Prolongation contrat doctoral handicap	6 788	9 050		
Congés parentaux	16 897		13 500	13 000
Indemnités CNU	104 566	121 521	130 000	130 000
Dispositif apprentissage	0	200 141	120 000	120 000
Plan diversité sociale		250 000		
Subvention Labo U MESRI	800 000	1 075 556	1 000 000	736 000
<i>Dotation de fonctionnement</i>	30 033 994	30 122 266	30 111 740	30 786 512
Fonctionnement Sympa net et enveloppe négociée	26 725 167	26 761 548	26 725 167	27 389 104
Dot° Sympa nette + env négociée + action sociale	27 452 779	27 452 779	27 452 779	27 452 779
LPR Moyens aux laboratoires				645 307
ABES Elsevier	-727 612	-691 231	-727 612	-708 982
Compensation des exonérations de droits d'inscription	2 741 255	2 807 981	2 791 606	2 807 981
Exonération droits d'inscription	2 741 564	2 570 426	2 634 687	2 654 891
Ajustement flux réels	-171 138	84 465	-18 181	
Compensation de l'exonération de DI stagiaires ESPE	170 829	153 090	175 100	153 090
Actions spécifiques	567 572	552 737	594 967	589 427
Concours ITRF	14 715	9 912	20 000	20 000
Crédits fonctionnement IUF	326 250	318 750	326 250	307 500
Remb. frais de déplacement CNU	92 879	85 942	100 000	100 000
URFIST	47 500	48 000	47 500	48 000
Bibliothèques ouvertes	19 228	23 133	34 217	46 927
Accompagnement étudiants handicapés	67 000	67 000	67 000	67 000
<i>Total dotation Etat</i>	339 456 624	343 475 376	343 271 290	346 601 408

Budget 2022

PREVISIONS DE RESSOURCES DE NIVEAU 1

<i>RECETTES PROPRES</i>	Execution 2019	Execution 2020	Budget 2021	Budget 2022
Droits d'inscription	11 311 003	11 334 031	11 317 150	11 323 395
Droits de base d'inscription universitaires	6 639 235	6 812 566	7 072 500	7 000 000
Droits des extra UE				
Droits des bibliothèques	1 159 059	1 288 496	1 240 250	1 314 395
CVEC	3 512 709	3 232 969	3 004 400	3 009 000
Autres produits	3 894 508	3 982 596	3 663 890	3 905 000
Refacturation de frais d'infrastructure	509 589	729 751	700 000	700 000
Locations de salles / Redevances sur distrib automatiques	179 266	179 833	250 000	172 000
Prestations de service diverses				100 000
Echanges, décharges services, MAD, ORV (subro & autres)	2 302 002	2 030 035	1 900 890	2 100 000
Ventes Cartes Pass Campus perdues	17 890	18 839	18 000	18 000
Produits du prélèvement partenaires extérieurs	759 683	885 835	670 000	670 000
Participation HUS à la documentation électronique	122 077	133 521	120 000	140 000
UHA Enquete insertion professionnelle	4 000	4 782	5 000	5 000
Autres Subventions	930 033	963 872	2 078 800	2 725 500
Collectivités territoriales	126 900	126 900	130 300	129 500
Subventions Collectivités Carte culture	61 000	61 000	61 500	61 500
Subventions Région Concert de rentrée	5 100	5 100	8 000	7 200
Subvention EMS Bourses	60 800	60 800	60 800	60 800
Etat : autres subventions	785 077	818 133	718 500	1 566 000
Preciput ANR	713 814	752 193	650 000	1 500 000
Subvention Médecine du travail	32 763	27 440	30 000	27 500
Subvention DRAC Carte culture	38 500	38 500	38 500	38 500
Autres Subventions	18 056	18 839	1 230 000	1 030 000
Actions structurantes pour projets recherche et formation			1 200 000	1 000 000
Participation divers partenaires Pass Campus	18 056	18 839	30 000	30 000
Total recettes propres	16 135 543	16 280 500	17 059 840	17 953 895
Recettes encaissables	355 592 167	359 755 876	360 331 130	364 555 303
Contribution aux frais environnés	6 283 924	7 596 646	9 090 000	9 220 000
Produits du prélèvement sur ress. propres hors recherche	2 480 748	2 508 219	4 100 000	4 100 000
Produits du prélèvement sur contrats de recherche	870 390	799 043	1 050 000	1 050 000
Retour des AOT au niveau central	446 721	462 939	420 000	550 000
Retour frais de gestion IDEX	2 486 065	3 826 445	3 520 000	3 520 000
Produits calculés	32 841 479	34 187 930	33 200 000	36 500 000
Neutralisation des amortissements immeubles affectés	32 841 479	34 187 930	33 200 000	36 500 000
Reprise sur provision passifs sociaux				
Recettes non encaissables	39 125 403	41 784 576	42 290 000	45 720 000
TOTAL RECETTES	394 717 570	401 540 452	402 621 130	410 275 303

Budget 2022

PREVISIONS DE DEPENSES DE NIVEAU 1

OBJECTIFS STRATEGIQUES	Budget 2021			Total dotations 2021	Budget 2022			Total dotations 2022
	Fonctionnement	Personnel	Investissement		Fonctionnement	Personnel	Investissement	
Une Formation créative	9 251 439	10 351 790	1 942 400	21 545 629	8 848 071	10 489 319	1 842 900	21 180 290
Dotation composantes	5 700 467		1 300 000	7 000 467	5 148 210		1 300 000	6 448 210
<i>dont Entretien locatif des bâtiments Formation et Recherche</i>	948 500				954 367			
Heures d'enseignement								
Heures complémentaires		7 031 790		7 031 790		7 141 669		7 141 669
<i>Droits de tirage</i>		6 575 740				6 685 619		
dont IUT HC		1 283 860				1 283 860		
<i>HC Loi ORE</i>		409 700				409 700		
<i>HC L1 SPS</i>		46 350				46 350		
Référentiel		1 555 750		1 555 750		1 589 150		1 589 150
<i>Référentiel hors soutien ORE</i>		1 400 750				1 418 150		
<i>Référentiel loi ORE (invest pédag. + "oui-si")</i>		155 000				155 000		
<i>Référentiel Réforme de santé</i>						16 000		
Missions complémentaires	100 000	1 040 000		1 140 000	100 000	1 040 000		1 140 000
Fonctionnement entités spécifiques	49 000	300 000	0	349 000	349 000	300 000	0	649 000
<i>Ease</i>					300 000			
<i>SFC</i>		300 000				300 000		
<i>Mission égalité des chances</i>	5 000				5 000			
<i>Charte qualité</i>	14 000				14 000			
<i>MSA</i>	30 000				30 000			
Fonct DES et vacances scol centrale et PIX	35 000	115 000		150 000	35 000	115 000		150 000
Diffusion des savoirs et des musées	126 853	33 250	9 500	169 603	120 176	31 500	10 000	161 676
<i>Politique et gestion des collections</i>	33 934			33 934	32 148			
<i>Planétarium</i>	36 774			36 774	34 838			
<i>Jardin des sciences</i>	56 145	33 250	9 500	98 895	53 190	31 500	10 000	
Culture, sciences en société	28 500	76 000		104 500	27 000	72 000		99 000
Politique documentaire	3 211 619	200 000	32 900	3 444 519	3 068 685	200 000	32 900	3 301 585
<i>Dotation de fonctionnement</i>	3 749 079	200 000	32 900		3 587 515	200 000	32 900	
<i>Dotation pour contribution BNU</i>	183 000				183 000			
<i>Dotation entretien locatif</i>	7 152				7 152			
<i>Dotation désociée vers l'ABES - licence ELSEVIER</i>	-727 612				-708 982			
Appels d'offres Formation			600 000	600 000			500 000	500 000
Une Recherche créative	6 306 381	11 877 100	800 000	18 983 481	6 992 655	11 998 800	700 000	19 691 455
Soutien à la Recherche	5 000 000		200 000	5 200 000	5 000 000		200 000	5 200 000
LPR Moyens aux laboratoires					645 307			645 307
<i>Dotations récurrentes</i>					300 807			
<i>Démarrage carrière Jeunes chercheurs</i>					344 500			
Contrats doctoraux	0	11 845 100	0	11 845 100	0	11 970 000	0	11 970 000
<i>Contrats doctoraux non fléchés et fléchés hors ENS X</i>		11 195 100				11 240 000		
<i>Contrats doctoraux ENS X (via conv° à/c rentrée 2019)</i>		650 000				730 000		
Entretien locatif des bâtiments Recherche	832 131	0	0	832 131	906 648	0	0	906 648
<i>Diverses entités</i>	125 131				199 648			
<i>IGBMC - CBI</i>	595 000				595 000			
<i>HUS</i>	36 000				36 000			
<i>CNRS</i>	76 000				76 000			
Soutien à la Valorisation de la Recherche	148 000	32 000	0	180 000	133 200	28 800	0	162 000
<i>Service de valorisation</i>	38 000	32 000			34 200	28 800		
<i>Ethologie</i>	110 000				99 000			
AS Crédits fonctionnement IUF	326 250			326 250	307 500			307 500
Accompagnement DG Recherche - Investissements			600 000	600 000			500 000	500 000
Une université internationale	322 627	0	0	322 627	310 097	0	0	310 097
Politique internationale (dont franco-allemand)	205 998				195 156			
MUI	14 250				13 500			
Maison du Japon : fonct. et entretien locatif	9 379				8 441			
Dotation GECT et fonct. Campus européen	93 000				93 000			

Budget 2022

PREVISIONS DE DEPENSES DE NIVEAU 1

OBJECTIFS STRATEGIQUES	Budget 2021			Total dotations 2021	Budget 2022			Total dotations 2022
	Fonctionnement	Personnel	Investissement		Fonctionnement	Personnel	Investissement	
Une université de la confiance	2 385 234	1 268 320	972 300	4 625 854	2 340 234	1 187 000	958 700	4 485 934
Vie étudiante	1 245 300	1 161 120	965 200	3 371 620	1 266 300	1 083 600	951 600	3 301 500
Mission Vie étudiante	478 000	67 200		545 200	527 300	6 700		534 000
Mission Accueil des étudiants		80 000		80 000		80 000		80 000
Schéma directeur de la vie étudiante	30 000	70 000		100 000	30 000	70 000		100 000
Actions culturelles	53 000	27 520		80 520	51 100	27 500		78 600
Carte culture	233 100	100 000		333 100	233 100	96 400		329 500
Médecine préventive des étudiants	40 400	364 000	10 000	414 400	34 000	364 000	10 000	408 000
Service des sports	220 000	228 000	70 000	518 000	212 000	228 000	70 000	510 000
Investissements Vie étudiante sur CVEC			880 600	880 600			867 000	867 000
Accompagnement des Etudiants handicapés	10 000	90 400	4 600	105 000	10 000	90 400	4 600	105 000
Espace Avenir	110 000			110 000	99 000			99 000
Entreprenariat étudiant		119 000		119 000		107 100		107 100
Observatoire de l'insertion professionnelle	10 000	15 000		25 000	9 000	13 500		22 500
Bourses EMS	60 800			60 800	60 800			60 800
Politique sociale	1 139 934	107 200	7 100	1 254 234	1 073 934	103 400	7 100	1 184 434
Service d'action sociale	698 934			698 934	656 934			656 934
<i>Dotation et Infrastructure SPACS</i>	163 234				163 234			
<i>Participation aux dépenses d'actions sociale</i>	115 700				115 700			
<i>Restauration sociale</i>	420 000				378 000			
Recrutement des enseignants	50 000			50 000	45 000			45 000
Formation continue BIATSS et EC	361 000	72 200		433 200	342 000	68 400		410 400
Concours ITRF	15 000	20 000		35 000	15 000	20 000		35 000
Medecine du travail	15 000	15 000	7 100	37 100	15 000	15 000	7 100	37 100
Une université de service public	23 622 211	296 836 028	3 485 300	323 943 539	23 601 266	301 073 663	3 432 598	328 107 527
Masse salariale	1 173 000	296 312 523	0	297 485 523	985 000	300 558 604	0	301 543 604
Rémunérations personnels plafond 1 (postes nationaux)	390 000	284 052 664	0	284 442 664	200 000	287 721 604	0	287 921 604
<i>Agents titulaires et contractuels sur postes de titulaires</i>	390 000	281 420 664			200 000	285 166 343		
GVT		1 980 000				2 055 261		
PPCR		152 000						
PCA / PA		500 000				500 000		
<i>dont PEDR (PES)</i>		1 900 000						
<i>dont primes d'intéressement scientifique</i>		50 000						
<i>dont emplois loi ORE (création places supplémentaires)</i>		1 000 006						
<i>dont emplois réforme études de santé</i>		1 518 650						
Rémunérations personnels plafond 1 (décisions Etab)		12 059 859		12 059 859		12 737 000		12 737 000
<i>dont emplois loi ORE</i>		1 028 192						
<i>dont emplois L1 SPS</i>		240 000						
Rupture conventionnelle		200 000		200 000		100 000		100 000
FIPHFP	600 000			600 000	600 000			600 000
Paies à façon TG	183 000			183 000	185 000			185 000
Dépenses des services	4 523 178	493 555	947 400	5 964 133	4 531 831	485 359	948 150	5 965 340
Logistique administrative	1 573 600	14 250	14 250	1 602 100	1 463 000	13 500	15 000	1 491 500
<i>Services centraux</i>	1 140 000	14 250	14 250		1 080 000	13 500	15 000	
<i>Opérations déléguées - CNU</i>	100 000				100 000			
<i>Cotisations diverses</i>	237 500				175 000			
<i>Commissaires aux comptes</i>	60 000				70 000			
<i>Téléphonie</i>	36 100				38 000			
Subventions attribuées	300 000			300 000	200 000			200 000
<i>Fondation Unistra</i>	300 000				200 000			
Politique du numérique	2 384 053	331 200	933 150	3 648 403	2 622 131	324 899	933 150	3 880 180
<i>Dotation de fonctionnement</i>	1 981 098	58 000	515 750		2 217 253	52 200	515 750	
<i>Jouvence (dt SCD)</i>	20 000		187 000		18 000		187 000	
<i>PAD/MAV</i>	106 350	5 000	230 400		95 715	4 500	230 400	
<i>OSIRIS</i>	276 605	268 200			291 163	268 199		
Pass Campus	81 225	63 175		144 400	72 100	66 500		138 600
Alumni	47 500			47 500	45 000			45 000
Communication	136 800	84 930		221 730	129 600	80 460		210 060

Budget 2022

PREVISIONS DE DEPENSES DE NIVEAU 1

OBJECTIFS STRATEGIQUES	Budget 2021			Total dotations 2021	Budget 2022			Total dotations 2022
	Fonctionnement	Personnel	Investissement		Fonctionnement	Personnel	Investissement	
Politique immobilière	17 926 033	29 950	2 537 900	20 493 883	18 084 435	29 700	2 484 448	20 598 583
Fonctionnement DPI	80 750	4 750		85 500	76 500	4 500		81 000
Maintenance et entretien du bâti	1 698 500		2 532 900	4 231 400	1 723 500		2 479 448	4 202 948
Entretien locatif	2 566 582	0	0	2 566 582	2 701 666	0	0	2 701 666
<i>Contrats d'entretien et maintenance DPI</i>	2 550 582				2 685 666			
<i>dont IUT</i>	193 666				193 666			
<i>Service de sports</i>	16 000				16 000			
Fluides	10 138 000	0	0	10 138 000	10 258 000	0	0	10 258 000
<i>dont IUT</i>	500 000				500 000			
Nettoyage (marché)	2 661 601	25 200		2 686 801	2 715 869	25 200		2 741 069
<i>dont IUT</i>	49 601	25 200			49 601	25 200		
Déménagements suite programme immobilier	325 800			325 800	177 800			177 800
<i>G2EI Descartes 2021</i>	100 000							
<i>Patio report 2021</i>	8 000							
<i>Studium Services des bib report 2021</i>	200 000							
<i>Studium Dali et SVU report 2021</i>	17 800				17 800			
<i>G2EI Manufacture 2022</i>	0				100 000			
<i>Séparation Tour 2022</i>	0				30 000			
<i>Planétarium 2022</i>					30 000			
<i>Math 2023</i>								
Prévention Sécurité Environnement	312 300		5 000	317 300	296 100		5 000	301 100
Equipes IGH + sécurité	142 500			142 500	135 000			135 000
Total dépenses décaissables	41 887 892	320 333 238	7 200 000	369 421 130	42 092 323	324 748 782	6 934 198	373 775 303
Dépenses non décaissables	40 400 000	0	0	40 400 000	44 500 000	0	0	44 500 000
Provisions passifs sociaux	400 000				500 000			
Amortissements	40 000 000				44 000 000			
<i>amortissement et provisions nets</i>				<i>7 200 000</i>				<i>8 000 000</i>
Total général des dépenses	82 287 892	320 333 238	7 200 000	409 821 130	86 592 323	324 748 782	6 934 198	418 275 303
Total général des recettes	402 621 130		7 200 000	409 821 130	410 275 303		8 000 000	418 275 303
Variation du FR				0				0

	2 021	2 022
Depenses de fonctionnement (hors amort)	41 887 892	42 092 323
Depenses de personnel	320 333 238	324 748 782
Amortissements et provisions	40 400 000	44 500 000
TOTAL DEP FCT	402 621 130	411 341 105
Recettes FCT	369 421 130	373 775 303
Financements amortissements et reprises provisions	33 200 000	36 500 000
TOTAL REC FCT	402 621 130	410 275 303
RESULTAT	0	-1 065 802
Eléments de CAF	7 200 000	8 000 000
Dep INV	7 200 000	6 934 198
Variation du fonds de roulement	0	0